

Affaires courantes

debout. Elles ont besoin de voir baisser le volume des formulaires à remplir et de la paperasserie gouvernementale.

Demain, le président du Conseil du Trésor annoncera les détails de nos plans de réforme réglementaire et de réduction de la paperasserie. Nous nous servons du pouvoir d'achat du gouvernement comme d'un outil stratégique au service de la croissance de la petite entreprise et des entreprises autochtones. Mon collègue, le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, annoncera sous peu les détails de cette initiative.

Notre deuxième stratégie est celle des échanges commerciaux. Dans ce domaine, les défis sont de taille pour tous les Canadiens. Pour obtenir les emplois, les revenus et la prospérité auxquels nous aspirons, nous dépendons encore plus de nos exportations que ce n'est le cas pour presque n'importe quel autre pays. Et pourtant, nous ne sommes pas la nation de commerçants que nous pourrions être.

[Français]

C'est pourquoi ma première priorité, comme ministre de l'Industrie, a été de conclure le premier Accord sur le commerce intérieur, soit d'enclencher la première étape d'un processus destiné à aplanir les obstacles au commerce interprovincial.

C'est aussi pourquoi, dès les premiers jours de son mandat, le gouvernement est intervenu rapidement et de façon décisive afin d'améliorer les dispositions touchant le Canada en matière de commerce, aussi bien en Amérique du Nord qu'ailleurs dans le monde.

[Traduction].

C'est également la raison pour laquelle le premier ministre s'est personnellement donné comme objectif prioritaire le redressement de nos échanges internationaux. Le récent voyage en Chine de l'Équipe Canada a permis de remporter un succès éclatant, ce qui montre à quel point le Canada peut réussir sur les marchés mondiaux, pourvu que nous nous y mettions tous. Nous allons poursuivre sur cette lancée.

Ce plan présente toute une gamme de mesures que nous prendrons en vue d'améliorer la performance du Canada sur le plan commercial. Ainsi, mon collègue, le ministre du Commerce international, fera sous peu l'annonce de mesures pour venir en aide aux entreprises se vouant aux marchés internationaux. Le défi que le gouvernement doit relever consiste à doter de plus en plus d'entreprises canadiennes des compétences nécessaires pour se tailler une place sur les marchés internationaux, où la concurrence est acharnée.

[Français]

Les efforts du gouvernement verront à soutenir les petites entreprises canadiennes qui font leurs débuts sur les marchés internationaux. Les ressources serviront à la préparation des exportateurs.

Nous améliorerons les mesures de financement des exportations.

Ensemble, ces mesures permettront rapidement à un nombre croissant d'entreprises canadiennes de relever le défi du commerce international.

De plus, une grande part de notre balance commerciale est tributaire du secteur du tourisme. Au Canada, le tourisme est une

industrie importante. Pourtant, au cours des dix dernières années, les efforts de promotion du Canada comme destination touristique pour le reste du monde ont été pour le moins pathétiques. C'est pourquoi, l'an dernier, le Canada a accusé un déficit de près de 8 milliards de dollars au poste «voyages» de la balance des paiements.

[Traduction]

C'est pourquoi le premier ministre a annoncé que nous allons mettre sur pied une Commission canadienne du tourisme, qui s'efforcera avec les autres ordres de gouvernement et avec l'industrie touristique, de commercialiser de façon plus dynamique le Canada comme destination sûre, attrayante et intéressante, répondant pour ainsi dire aux souhaits de tous les voyageurs.

• (1515)

Notre troisième priorité stratégique vise l'infrastructure, aussi bien physique qu'intellectuelle; c'est là un avantage comparatif possible dont le contrôle nous revient. Dans ce domaine, les efforts du gouvernement s'expriment simultanément de plusieurs façons. Le ministre des Transports imprime une nouvelle orientation en matière de transports au Canada, afin de répondre aux besoins du XXI^e siècle. Le programme des travaux d'infrastructure du Canada est déjà bien engagé, et cela se répercutera directement par la création de 65 000 emplois directs.

J'annonce aujourd'hui que notre gouvernement procédera à la phase II du CANARIE, le Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement. Cet engagement accélérera les progrès réalisés dans la mise en place de l'autoroute de l'information du Canada.

J'annonce de plus la prolongation du programme du Réseau scolaire, qui présidera à la connexion globale des 16 500 écoles et 3 400 bibliothèques du Canada à l'autoroute de l'information, d'ici 1998, soit deux ans avant la date cible que le vice-président Gore a établi aux États-Unis pour cette connexion.

Notre quatrième priorité stratégique pour faire de l'innovation la clé de l'économie moderne concerne les sciences et la technologie.

[Français]

Aujourd'hui, pratiquement toute innovation en matière de produits repose sur les sciences et représente le résultat des efforts de recherche et de développement. Et rien n'est plus important qu'un produit innovateur pour l'entreprise qui cherche à maintenir ou à améliorer sa part de marché et qui contribue ainsi à la croissance économique et à la productivité.

[Traduction]

Par conséquent, rien n'est plus important pour les emplois. Je crois que personne ne contestera l'importance de la participation du gouvernement fédéral en matière de sciences, de technologie, de recherche et de développement. La nécessité d'une démarche plus stratégique et celle de faire en sorte que notre investissement à cet égard soutienne les objectifs sociaux, économiques et environnementaux du Canada a poussé le gouvernement, en juin dernier, à instituer un processus d'examen en profondeur des sciences et de la technologie.

Cet examen, qui s'achèvera bientôt, établira le contexte dans lequel le gouvernement pourra clairement définir une stratégie renouvelée en matière de sciences et de technologie pour le Canada. Français)